

## **Le Réseau des enseignants du primaire en résistance pédagogique**

### **Pour un grand débat national sur les rythmes de vie de l'enfant**

La note de synthèse de l'Inspection Générale de l'Education nationale (IGEN) et de l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche (IGAENR) de juillet 2009 mériterait de nombreux commentaires. Cependant, aujourd'hui, nous n'en ferons qu'un, au sujet de la semaine à quatre jours dont les conséquences néfastes pèsent lourdement sur le destin des élèves.

Après la dénonciation de cette absurdité par les professionnels de l'enfance, pédiatres, chronobiologistes et enseignants, ce sont les IGEN et IGAENR qui reconnaissent elles-mêmes que « la situation n'est pas satisfaisante ». Selon les auteurs, la semaine à quatre jours entraîne une fatigue des élèves, la fin du dialogue entre les parents et les enseignants (ces derniers étant mobilisés en permanence par l'aide personnalisée, l'accompagnement éducatif...) et la dégradation du travail d'équipe au sein des écoles. Par la mise en œuvre de l'aide personnalisée les élèves de France subissent un allongement de la durée de la journée scolaire (déjà la plus longue d'Europe), au-delà de la limite légale de 6 heures pour les enfants. Et pour couronner le tout, avec 140 jours de classe dans l'année, les programmes, plus lourds que les précédents, ne peuvent pas être bouclés dans les temps ! Là encore un record européen !

**Ainsi, l'IGEN et l'IGAENR pointent l'aberration du rythme scolaire infligé par les "réformes" de Xavier Darcos face à laquelle la résistance pédagogique s'est imposée.** Si un "retour sur réforme" est déjà nécessaire seulement un an après sa mise en place, c'est que nous ne nous sommes pas trompés de combat.

Face à ce constat, Luc Chatel, renvoyant aux conseils d'école le « soin » de trouver d'autres organisations, se défait de sa responsabilité de ministre et manque à ses obligations envers les familles et leurs enfants. Lorsque le bon choix est si clair, pourquoi ne pas le faire, si ce n'est par crainte de décrédibiliser la politique éducative du gouvernement ? Doit-on sacrifier l'avenir des enfants par commodité politique ?

Nous proposons une rupture avec cette politique immobiliste et l'organisation d'**un grand débat national** sur les rythmes scolaires et extra-scolaires des enfants, sans exclure aucune solution car la réponse doit être locale. C'est à cette seule condition qu'une prise de conscience de tous les acteurs intervenant auprès des enfants est possible. Alors qu'un ministre a mis la communauté éducative dans l'ornière, il serait du devoir de son successeur de donner à cette communauté les moyens d'en sortir en organisant lui-même ce débat. Mais nous doutons que cette volonté existe. C'est pourquoi nous appelons les maires des villes opposés à cette réforme ubuesque à lancer, dans les semaines qui viennent, des concertations dans leurs propres villes. Les Conseils Généraux et Régionaux doivent également se mobiliser afin de faciliter le passage à un rythme de vie plus équilibré pour les enfants.

Les principaux responsables de partis, le Président de l'Association des Maires de France, le Président de l'Assemblée des Départements de France, le président de l'Association des Régions de France et les fédérations de parents d'élèves recevront un courrier les invitant à se prononcer sur cette question et à initier ce débat dans le pays.